

## LA CRISE EN EUROPE DE L'EST : LES IMPACTS DE GENRE

Les tendances globales de l'impact de la crise mondiale sur les femmes caractérisent aussi les pays de l'Europe de l'Est, comme le montrent les rapports nationaux compris dans cette publication. En République Tchèque, par exemple, les réformes des finances publiques, ainsi que la diminution des impôts pour les plus riches et la hausse de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) pour les articles de base, ont taxé les plus pauvres y compris les femmes. Il en est de même avec l'introduction des tarifs des services et l'intention de diminuer les impôts sur l'assurance sociale, spécialement pour les contribuables les plus riches. Même avant la crise les salaires inégaux et la discrimination de genre et d'âge étaient des points importants. Les nouveaux problèmes d'égalité de genre en République Tchèque sont dus à la politique conservatrice du gouvernement et au manque de soutien aux institutions consacrées à l'enfance. La crise a également eu comme conséquence l'exacerbation de la discrimination contre les étrangers, en particulier de provenance asiatique.

En Hongrie, un des pays de l'Europe de l'Est les plus touchés par la crise, le gouvernement a engagé un plan qui comprend le recouplement des pensions, des primes pour le secteur public, le soutien à la maternité, les subventions hypothécaires, énergétiques et du transport public comme conditions du plan de sauvetage du FMI pour affronter l'impact de la crise. Toutes ces mesures affecteront les femmes de manière négative et augmenteront leurs responsabilités familiales ; il en sera de même avec certaines mesures additionnelles proposées qui comprennent la réduction des allocations et des bénéfices familiaux ainsi que l'aide aux jeunes couples avec enfants.

En Pologne, la diminution des revenus des ménages comme conséquence de la crise menace d'appauvrir des groupes sociaux entiers, particulièrement les classes moyenne et basse. Il est fortement probable que ceci ait à la fois un impact plus significatif sur les femmes, puisqu'elles ont traditionnellement la responsabilité de la famille. Pour certains analystes la crise pourrait également étendre l'économie polonaise informelle, puisque beaucoup d'entrepreneurs, surtout les petits, essayeront de minimiser les charges sociales et d'éviter le paiement d'impôts, ainsi que les autres coûts associés à l'emploi formel. En conséquence de quoi il est vraisemblable que l'augmentation de l'économie informelle touchera davantage les femmes puisqu'elles travaillent le plus souvent mal payées, surtout dans le secteur privé des services (par exemple le petit commerce). Les autres problèmes de l'égalité de genre sont : la contraction du secteur du vêtement, majoritairement féminin, et la limitation de la mobilité du marché du travail à cause de la hausse des loyers, surtout dans les zones défavorisées des petites villes.

En Bulgarie les ONG et les syndicats ont été en désaccord avec ce qu'ils considèrent un changement de politique du gouvernement vers l'acceptation du besoin de réduire les charges sociales en temps de crise. Ces charges étaient déjà faibles lorsque le contrôle monétaire a instauré et toute autre réduction pourrait briser la paix sociale dans le pays. Le chômage augmente (il faut signaler que le nombre de chômeurs non inscrits est égal – voire même supérieur – à celui des inscrits) et touchera surtout les plus jeunes qui manquent d'expérience de travail, les travailleurs non qualifiés, les plus âgés, les handicapés et les femmes.

En Serbie les syndicats ont accepté de repousser la mise en place du contrat collectif général et de différer certaines obligations financières des patrons envers les travailleurs, parmi elles le paiement des avantages des travailleurs, « pour aider le secteur privé à sortir de la crise ». Les droits des travailleurs sont ouvertement bafoués avec comme excuse le maintien de la stabilité économique, alors que les grandes compagnies et les magnats sont libres de ne pas payer d'impôts, de salaires et autres bénéfices. Il a été annoncé récemment que le maintien du nouvel accord stand-by avec

le FMI, pour une somme de 3,96 milliards d'USD, produira le recouplement des pensions, de l'éducation et des soins de la santé, aggravant davantage la position sociale de la femme.

En Slovaquie malgré les premiers pronostics qui épargnaient le pays de la crise, les évaluations officielles du chômage dépassent les 30.000 personnes en avril 2009. Dans ces conditions, la discrimination contre les femmes sur le marché du travail persiste.

En général, dans tous les pays de la région les femmes constituent le plus grand nombre de travailleurs à temps partiel, saisonniers et embauchés ainsi que les non qualifiés, qui en général ne possèdent pas d'assurance chômage formelle ou de protection sociale. Ainsi que l'indique la mise en garde du rapport de juillet 2009 de Development & Transition, il est probable que la crise touche les femmes dans les secteurs de l'emploi et des réseaux de protection sociale, des tâches non rémunérées, de l'éducation, de la migration et de la violence de genre. Par exemple, au Kazakhstan, l'accès limité aux ressources financières nécessaires pour les activités économiques formelles pousse la population vers les activités commerciales indépendantes et à petite échelle dans le secteur informel. La vulnérabilité des femmes pourrait bien s'approfondir au fur et à mesure que la crise avance. L'ampleur de la migration des femmes à la recherche de travail n'est pas connue exactement ni non plus l'impact sur les familles qui dépendent de leurs salaires pour subsister. Par ailleurs, les femmes pourraient se trouver dans une situation plus vulnérable à leur retour au foyer, rejetées par leurs communautés et leurs familles qui les considéreraient comme des prostituées<sup>1</sup>. ■

1 Sperl, L. "The Crisis and its consequences for women", en *Development & Transition*, No. 13, 2009.